

**Union européenne - Schengen -
Politique économique - Réponse de
M. Bernard Cazeneuve, Premier
ministre, à une question à
l'Assemblée nationale
(Paris, 24 janvier 2017)**

Monsieur le Député, quand on évoque le contexte international, les menaces qui pèsent sur le monde et sur l'Union européenne, il faut, bien entendu, poser les questions les plus sérieuses, les plus graves, mais il faut aussi regarder la totalité des sujets.

Vous évoquez la situation résultant du Brexit, les positions prises par Donald Trump. Ce qui aujourd'hui menace les équilibres et l'ordre du monde, ce sont les populismes qui montent et qui, dans la démagogie la plus grande, s'emploient, pour des raisons de politique intérieure, à perturber ce qui a été construit pendant des décennies et des décennies, notamment le projet européen, dans la conformité au message des pères fondateurs de l'Union européenne, pour qu'il y ait de la solidarité, du développement et de la croissance.

Vous posez la question de savoir ce que nous devons faire, mais vous auriez également pu évoquer ce que nous avons fait ! Je prendrai quelques exemples de politiques majeures qui ont été développées au cours des derniers mois pour donner à l'Europe davantage de force. Nous avons ainsi décidé de doter Frontex d'un budget de 250 millions d'euros pour assurer la sécurité du continent européen, le contrôle de ses frontières extérieures.

Nous avons décidé, pour que ce contrôle soit efficace, que le système d'information Schengen soit systématiquement interrogé, qu'il soit alimenté par les services de renseignement, qu'il y ait une interconnexion des fichiers criminels avec le système d'information Schengen.

Nous avons décidé - je vous en informe car, tout au long de cette campagne présidentielle, j'entends dire qu'il faudrait réformer Schengen - de modifier l'article 7-2 du code frontières Schengen pour que le contrôle aux frontières extérieures de l'Union européenne soit systématique, y compris pour nos ressortissants.

Grâce à l'action du président de la République, nous avons décidé de nous mobiliser pour assurer l'unité et l'indivisibilité de la zone euro en sauvant la Grèce, alors que certains, notamment sur les bancs de l'opposition, auraient souhaité qu'elle sorte de l'Union européenne ce qui aurait affaibli cette dernière.

Et lorsque nous décidons de mettre en place une grande politique d'investissements au sein de l'Union européenne à travers le plan Juncker, doté de 300 milliards d'euros, pour être plus forts dans la transition énergétique, les transports de demain, l'équipement numérique de l'Europe,

nous oeuvrons à conforter l'Europe face aux dangers auxquels elle doit faire face.

Et aujourd'hui, compte tenu des discours qui sont tenus et du Brexit, nous devons aller plus loin dans l'approfondissement et conforter les atouts de l'Union européenne. Pour cela, nous devons d'abord faire en sorte que, pour sa propre défense - et la France joue un rôle majeur en la matière -, l'Europe se dote en matière militaire des moyens d'investissement et d'une politique de défense qui lui permettent d'être indépendante et d'assurer la défense du continent européen.

C'est cela l'orientation de la France ! C'est cette ligne-là que défend le président de la République au sein de l'Union européenne : c'est la seule possible si nous voulons pouvoir résister aux coups de boutoir des populismes qui visent à remettre en cause le projet européen.

Quant au Brexit, il faut bien entendu, dans ce nouveau contexte, que nous défendions nos intérêts.

C'est d'ailleurs ce que nous faisons lorsque nous nous opposons à certains traités de libre-échange qui mettraient en cause des secteurs entiers de notre production industrielle et culturelle, mettant ainsi en cause ce qui est l'essence même de l'Union européenne.

Nous le ferons avec nos partenaires européens, avec la commission européenne, avec le souci de la défense de notre appareil productif, de nos filières d'excellence.

Nous le ferons sans vociférer mais avec le souci de la responsabilité et des intérêts de l'Union européenne./.

(Source : site Internet de l'Assemblée nationale)